

Publications périodiques

Comptes annuels

ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS

Société anonyme au capital de 830 000 000 €uros
Siège social : Allée Louis Lichou – 29480 LE RELECQ-KERHUON
Siren : 378 398 911 RCS BREST

Comptes annuels approuvés par l'assemblée générale ordinaire du 18 avril 2018**I. — Bilan au 31 décembre 2017**

En milliers d'euros

Actif	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Caisse, Banques centrales			
Créances sur les établissements de crédit	1	9 503 488	8 734 550
Opérations avec la clientèle	2	12 522 527	11 712 199
Obligations et autres titres à revenu fixe	3	80 727	80 737
Actions et autres titres à revenu variable	4		0
Participations et autres titres détenus à long terme	5	1 193	712
Parts dans les entreprises liées	5	54	54
Immobilisations incorporelles	6	20 969	21 142
Immobilisations corporelles	6	195	223
Capital souscrit non versé		60 000	60 000
Autres actifs	7	11 148	19 610
Comptes de régularisation	8	199 795	116 436
Total		22 400 096	20 745 663
Passif	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Dettes envers les établissements de crédit	9	9 185 588	8 486 321
Opérations avec la clientèle	10	11 731 549	10 871 332
Dettes représentées par un titre	11	960	798
Autres passifs	12	19 120	38 276
Comptes de régularisation	13	171 434	98 499
Provisions	14	16 678	15 982
Dettes subordonnées	15	180 692	180 698
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)		26 980	23 045
Capitaux propres hors FRBG	16	1 067 095	1 030 713
Capital souscrit	16	830 000	830 000
Primes d'émission	16	20 419	20 419
Réserves	16	43 364	39 841
Report à nouveau	16	97 044	69 990
Résultat de l'exercice	16	76 268	70 463
Total		22 400 096	20 745 663
Hors-bilan (En milliers d'euros)	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Engagements donnés	19	7 674 402	7 268 139
Engagements de financement	19	4 854 693	4 773 238
Engagements de garantie	19	2 819 709	2 494 901
Engagements sur titres	19		
Engagements reçus	19	1 634 917	1 571 621
Engagements de financement	19		250 000
Engagements de garantie	19	1 634 917	1 321 621
Engagements sur titres	19		
Instruments financiers à terme	20	23 305 207	20 989 577

II. Compte de résultat au 31 décembre 2017

(En milliers d'euros)	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Intérêts et produits assimilés	21	396 746	405 215
Intérêts et charges assimilées	21	-246 912	-278 743
Revenus des titres à revenu variable	22	961	263
Commissions (produits)	23	104 836	102 773
Commissions (charges)	23	-22 634	-23 309
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	24	220	182
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	24	342	1 042
Autres produits d'exploitation bancaire		714	11 507
Autres charges d'exploitation bancaire		-965	-436

Produit net bancaire		233 308	218 494
Charges générales d'exploitation	25	-83 581	-78 958
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-642	-614
Résultat brut d'exploitation		149 085	138 922
Coût du risque	26	-25 343	-20 952
Résultat d'exploitation		123 742	117 969
Gains ou pertes sur actifs immobilisés		-	-
Résultat courant avant impôt		123 742	117 969
Résultat exceptionnel		-	-
Impôt sur les bénéfices	27	-43 539	-42 262
Dotations/Reprises de FRBG et provisions réglementées	28	-3 935	-5 246
Résultat net		76 268	70 463

III. — Affectation du Résultat

L'Assemblée Générale constate que le Bénéfice Net Comptable de l'exercice s'élève à 76 267 644 Euros auquel s'ajoute le Report à Nouveau antérieur de 97 043 996 Euros, soit un montant disponible de 173 311 641 Euros que l'Assemblée Générale décide, sur proposition du Directoire, de répartir comme suit :

- Affectation d'une somme de 3 813 382 Euros en Réserve Légale,
- Affectation d'une somme de 41 195 000 Euros au paiement d'un dividende de 0,535 Euro par action libérée (ouvrant droit, pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France, aux abattements et crédit d'impôts mentionnés à l'article 158 du code général des impôts.), payable entre le 19 avril et le 31 mai 2018.
- Affectation d'une somme de 128 303 259 Euros en Report à nouveau.

Les dividendes mis en distribution au titre des trois exercices précédents ont été de :

Année	Nombre d'actions	Dividende par action	Dividende annuel
2014	53 000 000	0,480 €	25 440 000
2015	83 000 000 (1)	0,480 € (3)	34 080 000
2016	83 000 000 (2)	0,518 € (3)	39 886 000

(1) dont 71 000 000 actions libérées

(2) dont 77 000 000 actions libérées

(3) par action libérée

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

IV. — Annexes

1- Cadre juridique et financier et faits marquants de l'exercice

1-1 Cadre juridique et financier

Arkéa Banque Entreprises & Institutionnels (Arkéa Banque E & I) accompagne les entreprises, les acteurs publics et institutionnels ainsi que les professionnels de la promotion immobilière dans leur développement via un réseau de proximité de 19 centres d'affaires déployés en France.

1-2 Faits marquants de l'exercice

Néant

2- Principes comptables et méthodes d'évaluation

2-1 Présentation des comptes

La présentation des comptes est faite en conformité avec le Règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

2-2 Principes généraux et méthodes d'évaluation

Principes généraux

Les comptes d'Arkéa Banque E & I sont établis conformément aux principes comptables généralement admis ainsi qu'aux dispositions réglementaires applicables aux établissements de crédit en France, prescrites par le règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 qui regroupe à droit constant dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

Options et méthodes d'évaluation

Créances

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont régies par le règlement ANC 2014-07 relatif au traitement comptable du risque de crédit dans les entreprises relevant du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière. Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Conformément au règlement ANC 2014-07, la société Arkéa Banque E & I applique l'étalement des commissions d'octroi de crédits (COC), des commissions de renégociation sur la durée de vie effective du crédit au prorata du capital restant dû. Les commissions reçues sont présentées en produits nets d'intérêts dans le produit net bancaire au compte de résultat et intégrées à l'encours de crédit concerné au bilan.

Classement

Les créances sont réparties en encours sains et encours douteux.

Sont classées en encours douteux les créances pour lesquelles un risque de non-recouvrement partiel ou total est probable et qui répondent à l'une des 2 conditions suivantes :

- impayés de plus de six mois pour les crédits immobiliers ou de plus de trois mois pour les autres types de crédits ;
- contrepartie présentant une situation financière dégradée ou faisant l'objet de procédures contentieuses.

Le passage d'une créance en encours douteux entraîne par contagion un classement identique de l'ensemble des créances d'une contrepartie donnée.

Sont qualifiées d'encours douteux compromis les créances dont la déchéance du terme est prononcée.

La notion de « créances douteuses » recouvre les encours douteux et les encours douteux compromis. La comptabilisation des intérêts est suspendue à la date de passage en encours douteux compromis.

Lorsque les paiements des échéances ont repris de manière régulière, les créances sont reclassées en encours sains. Les créances restructurées dont la probabilité de recouvrement est jugée suffisante figurent également en encours sains.

Dépréciations

Les créances douteuses font l'objet, dossier par dossier, d'une dépréciation destinée à couvrir la perte probable. Ces dépréciations viennent en déduction des créances correspondantes à l'actif. Lorsque la perte probable est relative à un engagement hors-bilan (engagement par signature ou hors-bilan de financement), la provision afférente figure au poste Provisions pour risques et charges au passif du bilan. Les intérêts sur créances douteuses comptabilisés en produits sont intégralement dépréciés.

Au compte de résultat, les dotations et reprises des dépréciations, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont portées dans la rubrique « Coût du risque », à l'exception des dotations et reprises des dépréciations relatives aux intérêts sur encours douteux qui sont présentées dans le produit net bancaire.

Conformément au règlement ANC 2014-07, ces dépréciations sont constituées en valeur actualisée afin de couvrir l'ensemble des pertes prévisionnelles sur les encours douteux ou douteux compromis. Les pertes prévisionnelles sont égales à la différence entre les flux contractuels initiaux restant dus et les flux prévisionnels actualisés.

L'actualisation est effectuée au taux effectif d'origine des encours correspondants pour les prêts à taux fixe, ou au dernier taux effectif déterminé selon les termes contractuels pour les prêts à taux variable.

En pratique, les flux prévisionnels ne sont actualisés que si l'incidence de l'actualisation est significative au regard de leurs montants prudemment estimés ; en conséquence, seules les dépréciations sur créances contentieuses font l'objet d'une actualisation. Au compte de résultat, les dotations relatives à l'actualisation sont portées en coût du risque et les reprises relatives aux effets de désactualisation sont portées en produit net bancaire. Sont recensées au passif les provisions destinées à couvrir des risques hors-bilan individualisés.

Portefeuille titres

Les opérations sur portefeuille titres sont comptabilisées conformément aux dispositions prévues dans le règlement ANC 2014-07.

Titres de transaction

Sont considérés comme des titres de transaction les titres qui, à l'origine sont :

- soit acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme
- soit détenus par un établissement du fait de son activité de mainteneur de marché.

Ce classement en titres de transaction est subordonné à la condition que le stock de titres fasse l'objet d'une rotation effective et d'un volume d'opérations significatif compte tenu des opportunités du marché et doit respecter certaines conditions : ces titres doivent être négociables sur un marché actif et les prix de marché ainsi accessibles doivent être représentatifs de transactions réelles intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

Les titres de transaction sont comptabilisés au bilan à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus en incluant le cas échéant les intérêts courus. A chaque arrêté, ces titres sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat.

Titres de placement

Sont considérés comme des titres de placement les titres qui ne sont pas inscrits ni parmi les titres de transaction, ni parmi les titres d'investissement, ni parmi les titres visés au chapitre 5 du titre 3 du livre II de l'article 2014.07 de l'ANC.

Les titres de placement sont comptabilisés au bilan à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus en incluant le cas échéant les intérêts courus. A chaque arrêté, ces titres sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat.

La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement des titres à revenu fixe est amortie sur la durée de vie résiduelle des titres en utilisant la méthode actuarielle à l'exception des titrisations et des obligations structurées pour lesquelles la méthode linéaire est appliquée.

A chaque arrêté comptable, par ligne de titre, les moins-values latentes corrigées des amortissements, ressortant de la différence entre la valeur comptable et le prix de marché des titres ne s'inscrivant pas dans une stratégie de couverture font l'objet d'une dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Titres d'investissement

Sont considérés comme des titres d'investissement les titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie « titres de placement » ou de la catégorie "titres de transaction" avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à échéance.

L'établissement doit disposer de la capacité de financement nécessaire pour les détenir jusqu'à leur échéance tout en n'étant soumis à aucune contrainte juridique ou autre qui pourrait remettre en cause leur intention de les détenir jusqu'à leur échéance.

Les titres d'investissement sont enregistrés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition, frais exclus. Les intérêts courus constatés lors de l'acquisition des titres, le cas échéant, sont comptabilisés dans des comptes rattachés.

La règle d'amortissement de la différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est identique à celle appliquée pour les titres de placement. Les

moins-values latentes ressortant de la différence entre la valeur comptable et le prix de marché, corrigé des amortissements, ne font pas l'objet d'un provisionnement.

Seul le risque de défaillance de l'émetteur des titres peut donner lieu à constitution d'une dépréciation. Cette dépréciation est constatée en compte de résultat, dans la rubrique « coût du risque ».

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Titres de participation et parts dans les entreprises liées

Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont constitués d'actions et de valeurs assimilées dont la possession durable est estimée utile au développement de l'entreprise et qui permettent d'exercer une influence notable sur la société émettrice ou d'en assurer le contrôle. Cette influence est présumée pour un pourcentage de contrôle supérieur ou égal à 10 %.

Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont comptabilisés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition, frais exclus. Ils sont ensuite évalués en fonction de leur valeur d'utilité et figurent au bilan au plus bas de leur valeur d'acquisition et de cette valeur d'utilité.

Les moins-values latentes résultant de la différence entre la valeur comptable et la valeur d'utilité, calculées par lignes de titres, font l'objet d'une dotation pour dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Titres donnés en pension livrée

Les titres donnés en pension livrée sont conservés à l'actif du bilan et sont traités suivant les règles propres au portefeuille auquel ils appartiennent. La dette du cessionnaire est enregistrée au passif.

Opérations sur instruments financiers à terme

Les opérations sont comptabilisées conformément aux dispositions du règlement ANC n° 2014-07.

Les engagements sur les instruments financiers à terme sont portés sur une ligne du hors-bilan pour leur valeur nominale. Ce montant ne constitue qu'une indication du volume d'opérations en cours à la clôture et ne reflète pas les risques de marché attachés à ces instruments. La juste valeur des instruments financiers est déterminée par référence à une valeur de marché ou par application de modèles d'évaluation généralement admis.

Instruments de taux

Marchés organisés

Les contrats de marché à terme sont réévalués à chaque arrêté à leur valeur de marché. Pour les opérations de couverture, les gains et les pertes réalisés sont comptabilisés en compte de résultat symétriquement à l'enregistrement des charges et produits relatifs à l'élément couvert. Pour les positions isolées, les gains et les pertes liés à la réévaluation sont portés directement au compte de résultat.

Marchés de gré à gré

Les contrats d'échange de taux d'intérêt (swaps) et les accords de taux futurs (FRA) donnent lieu à un calcul d'intérêts prorata temporis sur leur durée de référence. Les charges et produits sur un même contrat sont enregistrés pour leur montant net.

Pour les contrats optionnels (cap, floor, collar), les primes et les intérêts courus sont comptabilisés en résultat prorata temporis.

Dans le cas des swaps spéculatifs, une provision est comptabilisée en cas de moins-value latente.

Dans le cas des swaps de couverture, une provision est comptabilisée sur le titre couvert qui dégage une moins-value (qui ne serait pas totalement compensée par la plus-value latente du swap).

Immobilisations

Les immobilisations figurent au coût historique, diminué des amortissements cumulés. Les amortissements sont pratiqués sur le mode linéaire.

Conformément au règlement ANC n° 2014-03 relatif aux règles d'amortissement et de dépréciation des actifs, les principaux composants des constructions sont isolés en comptabilité et amortis sur leurs durées d'utilisation respectives. Les composants et durées d'amortissements suivants ont été retenus :

Composant	Durée d'amortissement
Gros œuvre	25 ans
Agencements	10 ans
Matériel électronique	4 ans
Mobilier de bureau	3-5 ans
Matériel de bureau	5 ans
Logiciels	3 ans à 5 ans

En application du règlement n° 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs, les frais d'acquisition des immobilisations sont incorporés à la valeur d'entrée au bilan de ces immobilisations.

La méthode préférentielle en matière de comptabilisation des logiciels créés en interne est appliquée. Ainsi, toutes les dépenses de logiciels survenues après le début du processus de production (analyse détaillée, développement, recettes, documentation) sont immobilisées ; les dépenses ne répondant pas aux conditions d'activation (et notamment les dépenses d'étude préalable et d'analyse fonctionnelle) sont quant à elles comptabilisées en charges.

Lorsqu'il existe des indices de perte de valeur, un test de dépréciation visant à comparer la valeur comptable du bien et sa valeur actuelle est effectuée. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en compte de résultat, dans la rubrique « Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles ». En particulier, le mali généré par une opération de fusion ou assimilée subit une dépréciation lorsque la valeur actuelle d'un actif sous-jacent auquel une quote-part du mali a été affectée devient inférieure à la valeur comptable de l'actif précité, majorée de la quote-part du mali affecté.

Fonds de commerce

Le fonds commercial est constitué des éléments non identifiables d'un fonds de commerce et qui n'ont pas fait l'objet d'une évaluation séparée au bilan. Il concourt au maintien et au développement du potentiel d'activité : les fonds commerciaux présumés à durée indéfinie ne font pas l'objet d'amortissements mais de tests de dépréciation annuels conformément au règlement de l'ANC 2015-06 du 23/11/2015. Dans l'hypothèse où cela aboutirait à un montant inférieur à celui figurant à l'actif du bilan, une dépréciation serait enregistrée.

Provisions

Des provisions sont constituées en vue de couvrir des risques ou charges clairement identifiés et mesurables. Les provisions non liées à des opérations bancaires sont constituées conformément au règlement ANC 2014-03 : elles sont subordonnées à l'existence d'une obligation à l'égard des tiers sans contrepartie future.

Provisions pour engagements sociaux

Arkéa Banque E & I applique la recommandation n° ANC 2013 - 02 du 7 novembre 2013 relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires.

Les régimes de retraite peuvent être des régimes à cotisations définies ou des régimes à prestations définies. Les régimes à cotisations définies ne comportent aucun engagement de la société sur le niveau de prestations fournies. Les cotisations versées constituent une charge de l'exercice, enregistrée dans la rubrique « frais de personnels ». Les régimes à prestations définies désignent des régimes pour lesquels la société s'est engagée à assurer un montant ou un niveau de prestation. Cet engagement constitue un risque à moyen ou long terme. Les engagements en matière de retraite qui ne relèvent pas des régimes à cotisations définies sont intégralement provisionnés dans la rubrique du bilan « provisions ». Les indemnités de fin de carrière et les médailles du travail sont également enregistrées à ce même poste.

Fonds pour Risques Bancaires généraux

Institué par le règlement n°90-02 du Comité de la réglementation bancaire et financière, ce fonds est constitué à la discrétion des dirigeants en vue de faire face à des risques dont la concrétisation est incertaine et qui relèvent de l'activité bancaire.

Les dotations ou reprises sont portées au niveau du compte de résultat dans la rubrique « dotations, reprises des fonds pour risques bancaires généraux ».

Conversion des comptes en devises

Conformément aux dispositions édictées par le règlement ANC 2014-07, les éléments d'actif, de passif et les engagements hors bilan de change au comptant exprimés en devises sont évalués au cours de marché à la clôture de l'exercice à l'exception des éléments libellés en devises participant à la monnaie unique européenne, pour lesquels le taux de conversion officiel a été retenu. Les engagements de change à terme suivent la même règle. Les produits et charges en devises sont enregistrés au cours de change en vigueur le dernier jour du mois de leur perception ou de leur paiement ; les charges et produits courus mais non payés à la date de clôture sont convertis au cours de change à cette date.

3. Informations sur les postes du bilan, du hors-bilan et compte de résultat**Note 1. Créances sur les établissements de crédit**

En milliers d'euros	31/12/2017			31/12/2016		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes ordinaires	4 407 597		4 407 597	3 673 949		3 673 949
Prêts, valeurs reçues en pension		5 086 458	5 086 458		5 055 343	5 055 343
Créances rattachées		9 433	9 433		5 259	5 259
Total	4 407 597	5 095 891	9 503 488	3 673 949	5 060 601	8 734 550

Note 2. Opérations avec la clientèle - Actif

En milliers d'euros	31/12/2017	31/12/2016
Créances commerciales	126 553	122 905
Créances rattachées	102	70
Prêts et crédits	11 463 742	10 516 174
Créances rattachées	17 173	13 758
Comptes ordinaires	826 759	912 787
Créances rattachées	7 543	7 847
Créances douteuses et restructurées	289 033	337 651
dont douteux compromis	125 420	122 770
Dépréciations	-208 379	-198 993
dont dépréciation s/ douteux compromis	-116 517	-111 124
Total	12 522 527	11 712 199

Le taux de couverture des créances douteuses s'élève à 72,10% contre 58,93% en 2016.
Par rapport au total des créances, le taux de couverture est de 1,66% contre 1,70% en 2016.

Note 3. Obligations et autres titres à revenu fixe

En milliers d'euros	31/12/2017			31/12/2016		
	Placement	Investissement	Total	Placement	Investissement	Total
Titres détenus	13 563	66 784	80 347	22 192	58 809	81 001
Créances rattachées	1 112	1 585	2 697	989	1 407	2 395
Total brut	14 675	68 369	83 044	23 181	60 216	83 396
Dépréciations sur titres	-2 317	-	-2 317	-2 659	-	-2 659
Total net	12 358	68 369	80 727	20 522	60 216	80 737
Plus-values latentes	388	2 119	2 507	558	1 235	1 793
Différence entre prix d'acquisition et prix de remboursement						

La part des titres cotés est de 57,50 % pour 2017 contre 57,04 % en 2016.
En 2017, aucun transfert n'a été opéré entre les différentes catégories de titres.
Ce portefeuille n'est constitué d'aucun titre émis par des organismes publics.

Note 4. Actions & autres titres à revenu variable

En milliers d'euros	31/12/2017	31/12/2016
Titres détenus	1 409	1 409
Créances rattachées		
Dépréciations sur titres	-1 409	-1 409
Total net	0	0
Plus-values latentes	-	-

L'ensemble de ces titres est classé en titres de placement. Les titres cotés représentent 0 % du portefeuille.

Note 5. Participations, autres titres détenus à long terme

En milliers d'euros	31/12/2016	Augmentation	Diminution	31/12/2017
Participation				
Valeur brute	197	252	0	449
Dépréciations	-	-	-	-
Valeur nette	197	252	0	449
Autres titres détenus à long terme				
Valeur brute	934	229		1 162
Dépréciations	-419	-	-	-419
Valeur nette	515	229	0	743

Le montant des participations et des autres titres détenus à LT dans les établissements de crédit s'élève à 1 192 milliers d'€.

Il n'y a pas de titres cotés dans le portefeuille participations.

Le portefeuille est évalué suivant la situation nette et intègre les certificats au fond de garantie pour 743 milliers d'€ soit 393 milliers d'€ au titre du certificat d'associé et 350 milliers d'€ au titre du certificat d'association.

Liste des filiales et participations

Dénomination, adresse des sociétés (En milliers d'euros)	Part de capital détenue	Capitaux propres	Résultat du dernier exercice clos
<i>Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1 % du capital</i>			
1. Filiales (sociétés détenues à plus de 50 %)			
Néant			
2. Participations et entreprise liées (détenues entre 10% et 50%)			
NOVELIA, 1 rue G. De Gaulle-Anthonioz ZAC Clémenceau 35208 RENNES cedex 2	10%	11468	3772

Opérations avec les entreprises liées et les participations

En milliers d'euros	Participations		Entreprises liées	
	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2016
Actif				
Capital détenu	53	53		Na
Autres emplois				
Créances	-	-		NA
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Total des emplois	53	53	Na	Na
Passif				
Dettes	7 507	6 900	NA	NA
Dettes représentées par des titres	-	-		
Total des ressources	7 507	6 900	Na	Na
Engagements donnés				
De financement	-	-	-	-
De garantie	-	-	572 212	606 221
Total engagements donnés	0	0	572 212	606 221
Engagements reçus				
De financement	-	-	-	250 000
De garantie	-	-	266 494	161 012
Total engagements reçus	0	0	266 494	411 012

Au 31/12/2017, aucune transaction significative et n'ayant pas été conclue aux conditions normales de marché n'a été effectuée entre des parties liées.
Compte tenu du règlement de l'ANC n°2016-07 du 4 novembre 2016, il n'est plus fait mention à compter du 31 décembre 2016 des créances, des dettes, des charges et

des produits financiers concernant les entreprises liées.

Note 6. Immobilisations corporelles et incorporelles

En milliers d'euros	31/12/2016	Augmentation	Diminution	31/12/2017
Immobilisations incorporelles				
Montant brut	22 776	416		23 193
Amortissements	-1 634	-589	-	-2 223
Montant net	21 142	-173	-	20 969
Immobilisations corporelles				
Montant brut	971	25	-	995
Amortissements	-748	-53	-	-801
Montant net	223	-28	-	195

Les immobilisations incorporelles brutes sont composées à 83,62 % de fonds de commerce à fin 2017.
Aucune charge de dépréciation n'a été constatée sur les immos incorporelles au cours de l'exercice 2017.

Fonds de commerce

Eléments constitutifs	Achat	Reçu en apport	Cessions	Montant global	Dépréciations
Fonds commerciaux	-	19 394	-	19 394	-
Total	-	19 394	-	19 394	-

Note 7. Autres actifs

En milliers d'euros	31/12/2017	31/12/2016
Etat	3	2
Primes versées sur instruments conditionnels achetés	6 429	15 389
Dépôts de garantie versés	1 215	923
Autres débiteurs divers	3 501	3 296
Capital, souscrit non appelé	60 000	60 000
Total	71 148	79 610

Note 8. Comptes de régularisation - actif

En milliers d'euros	31/12/2017	31/12/2016
Valeurs à l'encaissement	36 978	26 374
Comptes d'ajustement	2 383	1 532
Charges constatées d'avance	8 664	4 110
Produits à recevoir	22 021	25 921
Comptes de régularisation divers	129 749	58 499
Total	199 795	116 436

Note 9. Dettes envers les établissements de crédit

En milliers d'euros	31/12/2017			31/12/2016		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes ordinaires	154 615		154 615	140 451		140 451
Emprunts et valeurs données en pension		9 024 825	9 024 825		8 338 883	8 338 883
Dettes rattachées	505	5 643	6 148	-	6 987	6 987
Total	155 120	9 030 468	9 185 588	140 451	8 345 870	8 486 321

Note 10. Opérations avec la clientèle - passif

En milliers d'euros	31/12/2017			31/12/2016		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes d'épargne à régime spécial	1 622 857		1 622 857	1 393 857		1 393 857
Dettes rattachées sur compte d'épargne	10 055		10 055	8 559		8 559
Comptes ordinaires	6 903 284		6 903 284	6 110 858		6 110 858
Comptes à terme et emprunts		3 172 692	3 172 692		3 321 910	3 321 910
Dettes rattachées	6 020	16 641	22 661	17 921	18 227	36 148
Total	8 542 216	3 189 333	11 731 549	7 531 195	3 340 137	10 871 332

Note 11. Dettes représentées par un titre

En milliers d'euros	31/12/2017			31/12/2016		
	Principal	Dettes rattachées	Total	Principal	Dettes rattachées	Total

Titres du marché interbancaire & titres de créances négociables	790	170	960	790	8	798
Total	790	170	960	790	8	798

Note 12. Autres Passifs

En milliers d'euros	31/12/2017	31/12/2016
Primes reçues sur instruments conditionnels vendus	6 429	15 389
Rémunérations dues au personnel	5 327	4 270
Charges sociales	3 488	3 177
Etat	2 599	2 985
Créditeurs Divers Groupe Intégration Fiscale	860	12 021
Divers	417	434
Total	19 120	38 276

Note 13. Comptes de régularisation - passif

En milliers d'euros	31/12/2017	31/12/2016
Comptes indisponibles sur opérations de recouvrement	71 728	54 524
Produits constatés d'avance	8 898	4 441
Charges à payer	44 167	33 002
Comptes d'ajustement	4 873	3 688
Comptes de régularisation divers	41 768	2 844
Total	171 434	98 499

Note 14. Provisions

En milliers d'euros	31/12/2016	Dotations	Reprises		Autres variations de l'exercice	31/12/2017
			utilisées	non utilisées		
Provisions pour risques d'exécution des engagements par signature	9 553	6 581	-	4 093	-	12 041
Provisions pour engagement de retraite	0	81	-	-	-	81
Provisions sur engagements financiers douteux hors bilan	4 326	0	-	2 251	-	2 075
Autres provisions	2 103	660	-	282	-	2 481
Total	15 982	7 322	0	6 626	-	16 679

La provision pour engagements de retraite est évaluée selon la méthode des unités de crédit projetées et tient compte d'hypothèses démographiques, de taux de rotation des effectifs, d'augmentations des salaires, de taux d'actualisation et d'inflation. En particulier, les calculs réalisés intègrent un taux d'actualisation de 1,54 %. Ce taux est déterminé en référence à l'indice iBoxx corporate AA 10+ eurozone basé sur des obligations privées. Les calculs intègrent également un taux de rotation des effectifs compris entre 0,91% et 6,73% et un taux de revalorisation des salaires brut d'inflation compris entre 2,18 % pour les non-cadres et 2,33% pour les cadres. Les engagements sont évalués sur la base des tables de mortalité TH00-02 et TF00-02 pour la phase de constitution de l'engagement et des tables de mortalité TGH05 et TGF05 pour la phase de restitution des rentes.

Note 15. Dettes subordonnées

Dettes subordonnées (En milliers d'euros)	31/12/2017	Devise	Taux	Echéance
Titres super subordonnés				
Titres subordonnés				
Crédit Mutuel Arkéa	180 000	Euros	EURIBOR 3 MOIS +2,6%	02/11/2026
Dettes rattachées	692			
Total	180 692			

Note 16. Capitaux propres hors FRBG

En milliers d'euros	31/12/2016	Affectation résultat exercice précédent	Autres variations de l'exercice	31/12/2017
Capital	830 000			830 000
Prime d'émission	20 419			20 419
Total réserves	39 841	3 523		43 364
Réserve légale	12 742	3 523		16 265
Réserves facultatives	27 099	-		27 099
Report à nouveau créditeur	71 697	27 053		98 751
Report à nouveau débiteur	-1 707			-1 707
Résultat	70 463	-70 463	76 268	76 268
Dividendes versés		39 886		
Total	1 030 713	0	76 268	1 067 094

Le capital est composé de 83 000 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 euros soit un capital social de 830 000 milliers d'€ dont 60 000 milliers d'€ non appelés.

Note 17. Ventilation de certains actifs / passifs selon la durée résiduelle

En milliers d'euros	D<3mois	3M<D<1an	1an<D<5ans	D>5ans	Dettes et créances rattachées	Total
Actif						
Créances sur établissements de crédit	4 500 734	144 164	1 869 629	2 979 528	9 433	9 503 488
à vue	4 407 596					4 407 596
à terme	93 138	144 164	1 869 629	2 979 528	9 433	5 095 892
Créances sur la clientèle	2 074 471	1 780 844	3 123 891	5 437 848	105 473	12 522 527
Créances commerciales	1 247 712	1 780 844	3 123 891	5 437 848	90 826	11 681 121
Autres concours à la clientèle						
Comptes ordinaires débiteurs	826 759	-	-	-	14 647	841 406
Obligations et autres titres à revenu fixe						
Passif						
Dettes envers les établissements de crédit	1 121 813	2 827 297	3 022 247	2 208 587	5 644	9 185 588
à vue	155 120	-	-	-	-	155 120
à terme	966 693	2 827 297	3 022 247	2 208 587	5 644	9 030 468
Opérations avec la clientèle	8 628 261	116 271	1 659 778	1 294 523	32 716	11 731 549
autres dettes	8 628 261	116 271	1 659 778	1 294 523	32 716	11 731 549
à vue	8 526 141	-	-	-	16 075	8 542 216
à terme	102 121	116 271	1 659 778	1 294 523	16 641	3 189 333
Dettes représentées par un titre	-	-	790	-	170	960
titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	-	-	790	-	170	960
emprunts obligataires						

Il n'y a pas de créance à durée indéterminée.

Note 18. Actifs et passifs en devises

Les actifs et passifs en devises s'élèvent respectivement au 31 décembre 2017 à 62 908 milliers d'euros et 62 629 milliers d'euros.

Note 19. Engagement de l'activité bancaire

En milliers d'euros	31/12/2017	31/12/2016
Engagements donnés	7 674 402	7 268 139
Engagements de financement	4 854 693	4 773 239
en faveur des établissements de crédit	-	-
en faveur de la clientèle	4 854 693	4 773 239
Engagements de garantie	2 819 709	2 494 901
d'ordre d'établissements de crédit	103 281	124 980
d'ordre de la clientèle	2 716 428	2 369 921
Engagements sur titres	-	-
autres engagements donnés	-	-
Engagements reçus	1 634 917	1 571 622
Engagements de financement	-	250 000
reçus des établissements de crédit	-	250 000
Engagements de garantie	1 634 917	1 321 621
reçus des établissements de crédit	281 577	176 819
reçus de la clientèle	1 353 340	1 144 802
Engagements sur titres	-	-
autres engagements reçus	-	-

Ventilation des actifs remis en garantie de passif :

En milliers d'euros	31/12/2017	31/12/2016
Banque de France (1)	979 057	2 116 087
Caisse des Dépôts et Consignation	924 370	846 856
Banque Européenne d'Investissement	616 778	338 490
Total	2 520 205	3 301 433

(1) Les créances mobilisées à la Banque de France (via le crédit Mutuel Arkéa) s'élèvent à 695 723 milliers d'€ au 31/12/2017.

Le montant des actifs remis en garantie de passif à Arkéa SCF est de 1 632 186 milliers d'€ au 31/12/2017.

Note 20. Opérations sur instruments financiers à terme**Valeur nominale des contrats :**

Par nature

En milliers d'euros	31/12/2017			31/12/2016		
	Opérations de couverture	Autres opérations	Total	Opérations de couverture	Autres opérations	Total
Opérations fermes						
Opérations sur marchés organisés	-	-	-	-	-	-
Opérations de gré à gré						
<i>swaps de taux</i>	13 841 910	-	13 841 910	13 861 617	-	13 861 617
Opérations conditionnelles						
Opérations de gré à gré	-	-	-	-	-	-
Contrats de taux plancher/plafond						
<i>achetés</i>	4 432 067	-	4 432 067	3 085 945	-	3 085 945
<i>vendues</i>	3 972 983	-	3 972 983	2 818 354	-	2 818 354
Options de taux, change et autres						
<i>achetés</i>	529 124	-	529 124	611 830	-	611 830
<i>vendues</i>	529 124	-	529 124	611 830	-	611 830
Total	23 305 207	-	23 305 207	20 989 577	-	20 989 577

Par durée restant à courir

En milliers d'euros	31/12/2017			
	- de 1 an	+ 1 an - 5 ans	+ 5 ans	Total
Instruments de taux				
Marché de gré à gré				
<i>Swaps de taux</i>	1 241 079	4 124 690	8 476 140	13 841 909
<i>Contrats de taux plancher / plafond</i>	1 945 964	4 899 098	1 559 988	8 405 050
<i>Autres options : de change</i>	813 483	244 765	-	1 058 248
Total	4 000 526	9 268 553	10 036 128	23 305 207

Juste valeur sur instruments financiers à terme

La juste valeur des instruments financiers est déterminée par référence à une valeur de marché ou par application de modèles d'évaluation généralement admis. Les marges de taux sont notamment évaluées suivant la méthode du « zéro coupon ».

En milliers d'euros	31/12/2017	31/12/2016
Instruments de taux	20 817	5 873
Autres options		
Total	20 817	5 873

Note 21. Intérêts, produits et charges assimilées

En milliers d'euros	31/12/2017		31/12/2016	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Opérations avec les établissements de crédit (*)	-181 683	115 232	-187 834	113 144
Opérations avec la clientèle	-65 194	277 554	-90 880	288 061
Obligations et autres titres à revenu fixe	-35	3 960	-16	4 010
Autres opérations	-	-	-14	-
Total	-246 912	396 746	-278 743	405 215

(*) dont charges sur les opérations relatives aux dettes subordonnées : 4 147 milliers d'€ au 31/12/2017 et 4 330 milliers d'€ au 31/12/2016.

Note 22. Revenus des titres à revenu variable

En milliers d'euros	31/12/2017	31/12/2016
Actions et autres titres à revenu variable	537	-
Total	537	0

Note 23. Commissions

En milliers d'euros	31/12/2017		31/12/2016	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Opérations avec les établissements de crédit	-1 723	7 705	-1 625	7 248
Opérations avec la clientèle	-	44 462	-	45 009
Opérations sur titres	-	202	-	476
Opérations de change	-	1 282	-	1 390
Opérations sur hors-bilan	-	-	-	-
Opérations sur instruments fin. à terme	-682	6 315	-417	5 342
Opérations sur moyens de paiement	-19 397	28 325	-20 400	26 830

Prestations de services financiers	-832	16 545	-867	16 478
Total	-22 634	104 836	-23 309	102 773

Note 24. Gains ou pertes sur opérations de portefeuille**Portefeuilles de négociation :**

En milliers d'euros	31/12/2017	31/12/2016
Opérations sur titres de transactions	-	-
Opérations de change	220	182
Opérations sur instruments financiers	-	-
Total	220	182

Portefeuilles de placement et assimilés :

En milliers d'euros	31/12/2017	31/12/2016
Opérations sur titres de placement		
Plus-values de cession		428
Moins-values de cession	-	-
Dotations aux dépréciations	-	-
Reprises des dépréciations	343	614
Total	343	1 042

Note 25. Charges générales d'exploitation

En milliers d'euros	31/12/2017	31/12/2016
Frais de personnel	-33 622	-31 576
Salaires et traitements	-18 318	-17 888
Charges sociales	-8 900	-8 418
<i>dont charges de retraite</i>	<i>-2 016</i>	<i>-2 045</i>
Intéressement et participation	-3 474	-2 505
Impôts et taxes afférentes	-2 930	-2 765
Autres frais administratifs	-49 959	-47 382
Impôts et taxes	-7 282	-5 730
Services extérieurs	-	-
Autres charges d'exploitation	-42 677	-41 652
Total	-83 581	-78 958

Le « crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi » (CICE) est comptabilisé en diminution des charges de personnel pour un montant de 356 milliers d'euros au 31 décembre 2017.

Le CICE a permis d'assurer le développement de la société grâce à des investissements maîtrisés, incluant des investissements d'innovations et réglementaires.

Ventilation des effectifs du personnel salarié

Effectifs moyens	31/12/2017	31/12/2016
	Personnel salarié	Personnel salarié
Employés	83,50	82,25
Cadres	271,00	271,00
Total	354,50	353,25

La rémunération versée au mandataire social d'Arkéa Banque E & I n'est pas communiquée car elle correspond à une rémunération individuelle.

Note 26. Coût du risque

En milliers d'euros		31/12/2017	31/12/2016
Créances	Dotations	-57 254	-44 651
	Reprises utilisées	15 417	27 007
	Reprises devenues disponibles	32 228	27 317
	Récupération sur créances amorties	621	274
	Créances irrécouvrables couvertes	-15 417	-27 306
	Créances irrécouvrables non couvertes	-701	-452
Risque hors-bilan	Dotations	-6 581	-6 953
	Reprises utilisées	-	299
	Reprises devenues disponibles	6 344	3 513
Titres	Couvertes		
	Non couvertes		
Provisions pour autres Risques et charges	Dotations		
	Reprises		
	Solde	-25 343	-20 952

Note 27. Impôt sur les bénéfices

En milliers d'euros		31/12/2017	31/12/2016
Charge fiscale courante		-43 539	-42 262
Charge fiscale liée au contrôle fiscal		-	-
Créance de carry back		-	-
Charge nette d'impôt sur les bénéfices		-43 539	-42 262
Résultat courant avant impôt		123 742	117 970
Taux effectif d'impôt		35,19%	35,82%

Note 28. Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées

En milliers d'euros		31/12/2017	31/12/2016
Dotations au FRBG		-3 935	-5 246
Reprises de FRBG		0	0
Total		-3 935	-5 246

Note 29. Intégration fiscale

La société est comprise dans le périmètre de l'intégration fiscale du groupe Crédit Mutuel Arkéa dont la société mère est Crédit Mutuel Arkéa depuis le 01/01/2011. En matière d'impôt sur les sociétés, conformément aux termes de la convention d'intégration fiscale, l'impôt est déterminé par la filiale, comme en l'absence d'intégration fiscale. Le montant ainsi calculé, déductions faites des avoirs fiscaux et crédits d'impôts éventuels, est dû à la société mère. Au 31/12/2017, le montant d'impôt dû à la société mère est de 860 milliers d'€.

Note 30. Comptes consolidés

ARKEA BANQUE E&I n'a ni contrôle exclusif, ni influence notable dans aucune entreprise. Il n'y a donc pas lieu, pour elle, de présenter des comptes consolidés. Ses comptes sont intégrés globalement dans les comptes consolidés du groupe Crédit Mutuel Arkéa, situé au 1, rue Louis Lichou 29480 Le Relecq Kerhuon. Les états financiers consolidés sont consultables sur le site du Crédit Mutuel Arkéa, à savoir, http://www.arka.com/banque/assurance/credit/mutuel/ecb_5034/fr/rapports-annuels

V. — Rapport général des commissaires aux comptes

Exercice clos le 31 décembre 2017

A l'Assemblée Générale de la société Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Conseil de Surveillance remplissant les fonctions du comité d'audit.

Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Par ailleurs, les services autres que la certification des comptes que nous avons fournis au cours de l'exercice à votre société et aux entités qu'elle contrôle et qui ne sont pas mentionnés dans le rapport de gestion ou l'annexe des comptes annuels sont les suivants :

- Emission d'une lettre de confort relative à l'inclusion des bénéfices de fin d'exercice dans les fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)
- Intervention portant sur la conservation des avoirs prévues aux articles 313-13 à 313-17 du RGAM et à l'article 533-10 alinéa 6 du COMOFI.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Risque de crédit- Dépréciation des encours
(Cf. paragraphe « Créances » au point 2.2 de l'annexe)

<i>Risque identifié</i>	<i>Notre réponse</i>
Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels est exposée aux risques de crédit et de contrepartie. Ces risques résultant de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers, portent notamment sur ses activités de prêts.	Dans le cadre de nos procédures d'audit, nous avons examiné le dispositif de contrôle et testé la conception et l'efficacité des contrôles clés relatifs au recensement des expositions, au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à la détermination des dépréciations et provisions afférentes sur base individuelle.
Votre société constitue des dépréciations et provisions destinées à couvrir les risques avérés de pertes. Celles-ci sont déterminées sur base individuelle. Elles sont fondées sur des paramètres réglementaires ou spécifiques ainsi que sur des critères d'impayés ou de situation financière de la contrepartie.	Nos travaux ont consisté en la réalisation de tests de contrôle du dispositif d'identification et de suivi des contreparties sensibles, douteuses et contentieuses, du processus de revue de crédit et du dispositif de valorisation des garanties.
Ces provisions constituent une estimation significative pour l'établissement des comptes et font appel au jugement de la direction.	Par ailleurs, sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risque, nous avons réalisé des analyses contradictoires des montants de provisions.

Systèmes d'Information

<i>Risque identifié</i>	<i>Notre réponse</i>
La fiabilité et la sécurité du système d'information jouent un rôle clé dans la préparation de l'information financière. L'appréciation des contrôles généraux informatiques et des contrôles applicatifs spécifiques aux différentes chaînes de traitement de l'information qui concourent à l'élaboration de l'information comptable et financière, représente un point clé de l'audit. En particulier, l'existence d'un dispositif de contrôle des droits d'accès aux systèmes d'information et des niveaux d'autorisation en fonction des profils de collaborateurs constitue un contrôle clé pour limiter le risque de fraudes ou d'erreurs imputables à des modifications inappropriées du paramétrage des applicatifs ou des données qui leur sont sous-jacentes.	Les travaux que nous avons mis en œuvre avec le support de nos spécialistes informatiques ont plus particulièrement porté sur les éléments suivants : - Compréhension des systèmes, processus et contrôles qui sous-tendent l'information comptable et financière ; - Evaluation des contrôles généraux informatiques (gestion des accès aux applications et aux données, gestion des changements et des développements relatifs aux applications, gestion de l'exploitation informatique) sur les systèmes significatifs (notamment applications comptables, de rapprochement automatique, de gestion des crédits et de gestion des activités de marchés) ; - Evaluation des contrôles applicatifs automatiques ; - Analyse détaillée des interfaces et des flux en amont/aval des principaux processus métiers ; - Revue des écritures manuelles.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil de Surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-3 et L. 225-37-4 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-37-3 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires**Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels par les statuts en 1985 pour le cabinet Mazars et par

l'Assemblée Générale du 7 mai 1997 pour le cabinet Sterenn.

Au 31 décembre 2017, le cabinet Mazars était dans la 32^e année de sa mission sans interruption et le cabinet Sterenn dans la 21^e année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Conseil de Surveillance remplissant les fonctions du comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au Conseil de Surveillance remplissant les fonctions du comité d'audit

Nous remettons un rapport au Conseil de Surveillance remplissant les fonctions du comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Conseil de Surveillance remplissant les fonctions du comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Conseil de Surveillance remplissant les fonctions du comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Conseil de Surveillance remplissant les fonctions du comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Brest et Rennes, le 30 mars 2018

Les commissaires aux comptes

STERENN
MAZARS

Jean-Vincent Coustel
Ludovic Sevestre

VI. — Rapport de gestion

En application du règlement n°94-03 du Comité de la réglementation bancaire et financière, le rapport de gestion peut être obtenu sur simple demande à l'adresse

suivante : Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels, allée Louis Lichou, 29480 LE RELECQ-KERHUON / BREST.